

**Loi 94-70 portant institution un  
système d'accréditation des  
organismes d'évaluation de la  
conformité**

financement de projets de mobilisation des ressources en eau, inscrits dans le VIII<sup>ème</sup> plan de développement économique et social.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 20 juin 1994.

Zine El Abidine Ben Ali

**Loi n° 94-70 du 20 juin 1994, portant institution un système national d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité (1).**

Au nom du peuple,

La Chambre des Députés ayant adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

**Article premier** - La présente loi a pour objet d'instituer un système national d'accréditation des organismes de certification, des organismes de contrôle des laboratoires d'essais, désignés ci-après par organismes d'évaluation de la conformité ; et d'en fixer les règles de fonctionnement.

**Art. 2-** Au sens de la présente loi, on entend par :

**1- Conformité**

La satisfaction aux exigences spécifiées.

**2- Organisme de certification**

Organisme qui procède à une ou plusieurs des certifications suivantes, incluant ou non l'attribution de labels de qualité :

- Certification de produits,
- Certification de systèmes d'assurance de la qualité,
- Certification de personnel.

**3- Organisme de contrôle**

Organisme impartial ayant l'organisation, le personnel, la compétence et l'intégrité pour assurer, selon des critères donnés, des fonctions telles que :

Evaluation, avis en vue de l'acceptation et surveillance extérieure des opérations de contrôle de la qualité du fabricant, sélection et évaluation des produits sur chantier, en usine ou ailleurs, comme il convient, conformément à des critères spécifiés.

**4- Laboratoire d'essais**

Laboratoire qui procède à des essais, c'est-à-dire des opérations techniques qui consistent à déterminer une ou plusieurs caractéristiques d'un produit, processus ou service donné, selon un mode opératoire spécifié. Les essais comprennent l'étalonnage des appareils de mesures.

**5- Système d'accréditation**

Système élaboré à partir de règles spécifiques relatives aux conditions, à la procédure et à la gestion visant à l'accréditation d'organismes de certification, d'organismes de contrôle et de laboratoires d'essais.

**6- Accréditation**

Reconnaissance formelle par les autorités compétentes de la compétence d'un organisme de certification, d'un organisme de contrôle ou d'un laboratoire d'essais lui permettant d'octroyer, dans un domaine déterminé, et sur la base d'une enquête ou d'une évaluation, marques ou certificats, ou d'établir des rapports.

**Art. 3** - L'accréditation d'un organisme d'évaluation de la conformité est prononcée par arrêté du ministre chargé de l'industrie, sur proposition du Conseil National d'Accréditation

(1) Travaux préparatoires :

Discussion et adoption par la chambre des députés dans sa séance du 14 juin 1994.

prévu à l'article 8 ci-dessous et ce après évaluation de l'aptitude technique dudit organisme.

Un décret fixe, sur proposition du ministre chargé de l'industrie, et après avis du Conseil National d'Accréditation, les critères et procédures d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité.

L'accréditation est prononcée pour une durée maximale de trois ans renouvelable dans les mêmes conditions.

**Art. 4** - Sans préjudice de la législation et la réglementation relatives à la normalisation et à la qualité, les dispositions du décret visé à l'alinéa 2 de l'article 3 fixent notamment :

- les exigences d'ordre technique et organisationnel auxquelles doit se conformer le Conseil,
- la procédure d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité,
- les critères généraux sur la base desquels est appréciée la compétence des organismes d'évaluation de la conformité,
- les modalités de recours auprès du ministre chargé de l'industrie,
- les modalités d'établissement des tarifs applicables à la procédure d'accréditation.

**Art. 5** - L'accréditation, telle que définie par l'article 2 ci-dessus de la présente loi, est volontaire. Toutefois, elle peut être requise pour l'exercice de certaines activités fixées par décret.

**Art. 6** - L'organisme d'évaluation de la conformité désirant être accrédité adresse une demande au ministre chargé de l'industrie, contenant les renseignements nécessaires, conformément aux dispositions édictées par le décret visé à l'alinéa 2 de l'article 3 de la présente loi.

**Art. 7** - L'octroi d'une accréditation est subordonnée à la signature, par le responsable de l'organisme postulant, d'un engagement à respecter les dispositions édictées par le décret visé à l'alinéa 2 de l'article 3.

**Art. 8** - Il est créé, sous l'autorité du ministre chargé de l'industrie, un Conseil National d'Accréditation qui a notamment pour mission :

- de veiller à l'application du système national d'accréditation ;
- de proposer l'octroi, la suspension ou le retrait de l'accréditation aux organismes d'évaluation de la conformité,
- de participer à la promotion de la qualité des prestations fournies par les organismes d'évaluation de la conformité, conformément aux règles nationales et internationales en la matière,
- d'encourager l'échange d'expérience entre les organismes accrédités,
- de favoriser la reconnaissance mutuelle entre les organismes d'évaluation de la conformité opérant en Tunisie, avec leurs homologues exerçant à l'étranger, et d'entreprendre toute action en vue de la conclusion des accords à cet effet,
- de proposer toute personne qu'il juge nécessaire pour représenter la Tunisie aux réunions internationales concernant son activité et auprès des organismes similaires étrangers et internationaux et de coopérer avec ces derniers,
- de diffuser toute information relative aux fonctions essais, étalonnage, certification et contrôle.

La composition et les modalités de fonctionnement du Conseil National d'Accréditation sont fixées par décret

**Art. 9** - Sans préjudice de l'application des dispositions du Code pénal, le ministre chargé de l'industrie peut, en cas de manquement de la part d'un organisme accrédité à ses obligations :

- adresser à l'intéressé :
  - \* un avertissement simple,
  - \* un avertissement accompagné d'un accroissement de la nature ou de la fréquence des contrôles, avec paiement des frais occasionnés par ces contrôles.

- prononcer :

- \* la suspension totale ou partielle de l'accréditation,
- \* le retrait total ou partiel de l'accréditation.

Les arrêtés de suspension ou de retrait sont exécutoires dès notification à l'organisme intéressé par lettre recommandée, avec accusé de réception.

Art. 10 - L'avertissement simple met en demeure le destinataire de remédier à une défaillance mineure constatée, dans un délai d'un mois qui peut être, le cas échéant prorogé.

L'avertissement accompagné d'un accroissement de la fréquence ou de la nature des contrôles, avec paiement des frais correspondants, met en demeure le destinataire de faire cesser, dans un délai fixé, les défaillances constatées et de s'assurer de l'efficacité des mesures correctives prises.

L'organisme concerné peut, sur sa demande, être entendu par le ministre chargé de l'industrie.

Art. 11 - La suspension, dans les cas suivants, de tout ou partie d'une accréditation est prononcée par le ministre chargé de l'industrie, l'organisme concerné ayant été invité à être entendu :

- changement, sauf accord préalable du ministre chargé de l'industrie, des responsables autorisés à signer tout acte ou document émis par l'organisme accrédité, ou modification des méthodes de gestion de la qualité, jusqu'à ce que l'organisme suspendu donne la preuve de la compétence des personnes désignées et de la validité des méthodes nouvellement introduites,

- anomalies constatées notamment à l'occasion d'opérations de contrôle ou de campagnes d'intercomparaison, jusqu'à ce que les causes de ces anomalies aient pu être trouvées et que la preuve soit donnée que l'on y a porté remède,

- non-respect des procédures internes de gestion de la qualité pour des raisons indépendantes de la volonté de l'organisme accrédité,

La suspension de tout ou partie d'une accréditation implique l'interdiction temporaire de délivrer, dans les domaines techniques visés par la suspension, des actes ou documents faisant référence au Conseil National d'Accréditation, ou toute autre information pouvant induire les utilisateurs en erreur.

Art. 12 - Le retrait, dans les cas suivants, de tout ou partie d'une accréditation est prononcé par le ministre chargé de l'industrie, sur rapport du Conseil National d'Accréditation, l'organisme accrédité ayant été invité à être entendu :

- modification des conditions ayant permis de satisfaire aux exigences de l'accréditation telles que fixées par le décret visé à l'article 3 de la présente loi ,

- usage abusif de l'accréditation,

- non-respect systématique ou répétitif des procédures internes de gestion de la qualité,

- répétition d'anomalies dans les résultats d'essais ;

- faillite ou liquidation,

- et d'une manière générale, le non-respect des dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Le retrait partiel d'une accréditation entraîne l'interdiction de délivrer, dans les domaines visés par le retrait, des actes ou documents faisant référence au conseil national d'accréditation.

Art. 13 - Les infractions aux dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application sont constatées et relevées par des agents spécialement habilités à cet effet par le ministre chargé de l'industrie.

Les agents chargés de la constatation de ces infractions agissent conformément aux dispositions de la loi N° 92-117 du 7 décembre 1992 relative à la protection du consommateur.

Art. 14 - Tous les frais engendrés par les opérations d'accréditation sont à la charge des organismes d'évaluation de la conformité.

Les frais visés à l'alinéa ci-dessus sont déterminés et liquidés sur la base des pièces justificatives conformément aux tarifs pratiqués dans le secteur.

La présente loi sera publiée au Journal Officiel de la République Tunisienne et exécutée comme loi de l'Etat.

Tunis, le 20 juin 1994.

Zine El Abdine Ben Ali

باسم الشعب،

وبعد موافقة مجلس النواب،

يصدر رئيس الجمهورية القانون الآتي نصه :

الفصل الأول - يهدف هذا القانون إلى إحداث نظام وطني لاعتماد هيئات الشهادة بالمطابقة وهيئات مراقبة مخابر الاختبار التي تطلق عليها فيما يلي تسمية هيئات تقييم المطابقة ، كما يضبط القانون قواعد عمل هذه الهيئات .

الفصل 2 - يقصد بالمصطلحات التالية الواردة في هذا القانون :

1- المطابقة تعني

تلبية متطلبات محددة.

2 - هيئة الشهادة بالمطابقة هي

هيئة تتولى الشهادة بالمطابقة لأحد أو لكل المجالات التالية مع منح علامة الجودة أو عدم منحها :

- الشهادة بمطابقة المنتجات

- الشهادة بمطابقة أنظمة ضمان الجودة

- الشهادة بكفاءة الأعدان.

3 - هيئة المراقبة هي

هيئة محايدة تتمتع بالتنظيم والموظفين والكفاءة والنزاهة لضمان الوظائف التالية وذلك حسب معايير محددة :

تقييم يهدف إلى القبول والإشراف على عمليات مراقبة جودة المصنّع وإلى انتقاء وتقييم المواد في الورشة وفي المصنع أو في مكان آخر كما ينبغي، طبقاً لمعايير محددة.

4 - مخبر اختبار هو

مخبر يجري تجارب أي عمليات تقنية تهدف إلى تحديد خاصية أو عدة خصائص لمنتج أو عملية أو خدمة ما وذلك حسب أسلوب محدد. تتضمن الاختبارات معايرة أجهزة القياس.

5 - نظام الاعتماد هو

نظام معد انطلاقاً من قواعد خاصة تتعلق بشروط وأسلوب وتسيير عملية اعتماد هيئات الشهادة بالمطابقة وهيئات المراقبة ومخابر الاختبار.

6 - الاعتماد هو

اعتراف رسمي من قبل السلطات المختصة بشأن كفاءة هيئة الشهادة بالمطابقة أو هيئة المراقبة أو مخبر الاختبار يسمح بمنح العلامات أو الشهادات أو أعداد التقارير في مجال ما وبالاعتماد على استقصاء أو تقييم.

الفصل 3 - يُمنع الاعتماد لهيئة تقييم المطابقة الراغبة فيه بمقرر من الوزير المكلف بالصناعة وبإقتراح من المجلس الوطني للاعتماد المنصوص عليه بالفصل 8 من هذا القانون وذلك بعد تقييم الكفاءة التقنية للهيئة المعنية .

بإقتراح من الوزير المكلف بالصناعة، وبعد أخذ رأي المجلس الوطني للاعتماد، تضبط بمقتضى أمر المعايير والإجراءات الخاصة باعتماد هيئات تقييم المطابقة.

يُمنح الاعتماد لمدة أقصاها ثلاث سنوات قابلة للتجديد في نفس الظروف الأتفة الذكر.

الفصل 4 - تحدّد أحكام الأمر المشار إليه في الفقرة الثانية من الفصل الثالث خاصة وبدون الإخلال بالتشريع والقوانين الخاصة بالمواصفات والجودة ما يلي :

- المتطلبات التقنية والتنظيمية التي يجب على المجلس احترامها

- إجراءات الاعتماد الخاصة بهيئات تقييم المطابقة

(1) الأعمال التحضيرية :

مداولة مجلس النواب وموافقته بجلسته المنعقدة بتاريخ 14 جوان 1994.

- المعايير العامة التي وقع على أساسها تقدير كفاءة الهيئات التي تُعنى بتقييم المطابقة

- الإجراءات الخاصة بالاحتكام إلى الوزير المكلف بالصناعة

- طرق ضبط التعريفات المطلوبة للقيام بإجراءات الاعتماد.

الفصل 5 - يكون الاعتماد حسب ما نص عليه الفصل 2 المشار إليه أعلاه من هذا القانون اختيارياً غير أنه يمكن طلب الإعتماد لممارسة الأنشطة المحددة بمقتضى أمر.

الفصل 6 - توجه هيئة تقييم المطابقة الراغبة في الاعتماد مطالبا إلى الوزير المكلف بالصناعة يحتوي على المعلومات الضرورية طبقاً للأحكام المنصوص عليها في الأمر المشار إليه في الفقرة الثانية من الفصل الثالث لهذا القانون.

الفصل 7 - يشترط في منح الاعتماد إمضاء المسؤول عن الهيئة المطالبة على التزام يتعهد بمقتضاه باحترام الأحكام المنصوص عليها بالأمر المشار إليه بالفقرة الثانية من الفصل الثالث.

الفصل 8 - أحدث مجلس وطني للاعتماد يخضع لإشراف الوزير المكلف بالصناعة وتتمثل مهامه خاصة فيما يلي :

- السهر على تطبيق النظام الوطني للإعتماد

- اقتراح منح الاعتماد لهيئات تقييم المطابقة أو تعليقه أو سحبه

- المساهمة في النهوض بجودة الخدمات التي توفرها هيئات تقييم المطابقة طبقاً للقواعد الوطنية والدولية المنظمة لهذا النشاط

- التشجيع على تبادل الخبرة بين مختلف الهيئات المعتمدة

- تدعيم الاعتراف المتبادل بين هيئات تقييم المطابقة التي تمارس نشاطها في البلاد التونسية ونظيراتها في الخارج والسعي إلى إبرام إتفاقيات في الغرض

- اقتراح كل شخص يكون حضوره ضروريا لتمثيل الجمهورية التونسية في الاجتماعات الدولية التي تعنى بنشاط المجلس وكذلك لدى الهيئات الأجنبية والدولية الشبيهة والتعاون معها

- نشر كل المعلومات المتعلقة بالنشطة الاختبار والمعايرة والشهادة بالمطابقة والمراقبة.

تضبط تركيبة المجلس الوطني للاعتماد وسير عمله بمقتضى أمر.

الفصل 9 - يمكن للوزير المكلف بالصناعة في حالة إخلال الهيئة المعتمدة بالتزاماتها وبقطع النظر عن العقوبات الواردة بأحكام المجلة الجنائية أن :

- يوجه إلى المعني :

\* إنذارا

\* إنذارا مشفوعا بزيادة في نوعية المراقبة أو تواترها وتكفل الهيئة المعتمدة بدفع المصاريف المنجزة عن ذلك .

- يعلن :

\* التعليق الكامل أو الجزئي للإعتماد

\* السحب الكامل أو الجزئي للإعتماد

وتنفذ مقررات التعليق أو السحب حال إخطار الطرف المعني بواسطة رسالة مضمونة الوصول.

الفصل 10 - تلتزم الهيئة المعنية ببناء على الإنذار بتدارك الخلل البسيط المكتشف في أجل لا يتجاوز الشهر والذي يمكن التمهيد فيه عند الاقتضاء.

تلتزم الهيئة المعتمدة الموجه لها الإنذار المشفوع بزيادة في تواتر المراقبة أو نوعيتها مع دفع المصاريف المنجزة عنها بأن تضع حدا في أجل محدد للنقص المكتشف وأن تتأكد من نجاعة الإجراءات التصحيحية المتخذة.

يمكن للهيئة المعتمدة أن تطلب من الوزير المكلف بالصناعة الاستماع إلى رأيها في الموضوع.

الفصل 11 - يصدر الوزير المكلف بالصناعة قرار التعليق الكلي أو الجزئي للاعتماد بعد دعوة الهيئة المعنية للاستماع إلى رأيها في الموضوع وذلك في الحالات التالية :

- تغيير في المسؤولين المرخص لهم إمضاء الوثائق الصادرة عن الهيئة المعتمدة، أو تغيير في نظم إدارة الجودة ما عدى الحالات التي تحصل فيها الهيئة

المعتمدة على موافقة مسبقة من الوزير المكلف بالصناعة. ولا يسحب التعليق الكلي أو الجزئي إلا إذا برهنت الهيئة المعتمدة على كفاءة الأشخاص المعيّنين وعلى صلوحية الطرائق الجديدة.

- الإخلال الملاحظ خاصة أثناء عمليات المراقبة أو حملات المقارنة بين الهيئات المعتمدة، ويبقى التعليق نافذاً إلى حين إكتشاف أسباب الإخلال وتقديم الدليل على أنه تمت معالجته

- عدم احترام إجراءات إدارة الجودة الخاصة بالهيئة المعتمدة لأسباب خارجة عن إرادتها.

ينجر عن التعليق الكلي أو الجزئي للاعتماد منع وقتي للهيئة المعتمدة من أن تسلم، في الميادين التقنية التي شملها التعليق، وثائق فيها ذكر للمجلس الوطني للاعتماد أو أي معلومة أخرى يمكن أن ينجر عنها تضليل المستعملين.

الفصل 12 - يصدر الوزير المكلف بالصناعة قرار سحب الاعتماد كلياً أو جزئياً بعد الاطلاع على تقرير المجلس الوطني للاعتماد ودعوة الهيئة المعتمدة للاستماع الى رأيها في الموضوع وذلك في الحالات التالية :

- تغيير في الشروط التي منح بمقتضاها الاعتماد كما ضبطها الأمر المشار إليه في الفصل 3 من هذا القانون

- استعمال غير شرعي للاعتماد

- عدم احترام كُلي أو متكرر لنظم إدارة الجودة الخاصة بالهيئة المعتمدة

- تكرر الأخطاء في نتائج الاختبارات

- إفلاس أو تصفية

- وبصفة عامة، عدم احترام أحكام هذا القانون والنصوص التطبيقية الخاصة به.

يحجر على الهيئة التي سحب منها الاعتماد جزئياً أن تسلم، في الميادين التي شملها السحب، وثائق أو عقوداً فيها ذكر للمجلس الوطني للاعتماد.

الفصل 13 - تعين وتسجل المخالفات لأحكام هذا القانون والنصوص التطبيقية الخاصة به من قبل أعوان مؤهلين ومكلفين لهذا الغرض من قبل الوزير المكلف بالصناعة.

ويخول للأعوان المكلفين بمعاينة المخالفات طبقاً لأحكام القانون عدد 117 لسنة 1992 المؤرخ في 7 ديسمبر 1992 المتعلق بحماية المستهلك.

الفصل 14 - تتولى هيئات تقييم المطابقة تسديد كل المصاريف المنجزة عن عمليات الإعتماد .

وتحدّد المصاريف المشار إليها في الفقرة أعلاه وتسدّد بالاعتماد على مستندات وذلك طبقاً للتعريفات المعمول بها في هذا الميدان.

ينشر هذا القانون بالرائد الرسمي للجمهورية التونسية وينفذ كقانون من قوانين الدولة.

تونس في 20 جوان 1994.

زين العابدين بن علي